



Distribution: générale Point 8 de l'ordre du jour  
Date: 23 mai 2019 WFP/EB.A/2019/8-D/1  
Original: anglais Questions opérationnelles  
Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

## Révision du plan stratégique pour la Colombie (2017-2021) concernant une intervention face à une crise et augmentation budgétaire correspondante

	Chiffres actuels	Modification	Chiffres révisés
<b>Durée</b>	<b>Avril 2017 – décembre 2021</b>	<b>s.o.</b>	<b>s.o.</b>
Bénéficiaires	1 195 000	963 260	2 158 260
	<i>(dollars É.-U.)</i>		
Transferts	119 919 313	78 450 914	198 370 227
Mise en œuvre	18 790 551	5 928 073	24 718 624
Total, transferts et mise en œuvre	138 709 864	84 378 987	223 088 851
Coûts d'appui directs ajustés	12 577 691	3 229 577	15 807 268
<b>Total partiel</b>	<b>151 287 555</b>	<b>87 608 564</b>	<b>238 896 119</b>
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	9 952 512	5 694 557	15 647 068
<b>Coût total</b>	<b>161 240 066</b>	<b>93 303 121</b>	<b>254 543 187</b>

Marqueur de l'âge et de l'égalité femmes-hommes \* 2A

\* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

### Coordonnateurs responsables:

M. M. Barreto  
Directeur régional  
Amérique latine et Caraïbes  
courriel: miguel.barreto@wfp.org

M. C. Scaramella  
Directeur de pays  
courriel: carlo.scaramella@wfp.org

## Justification

1. En février 2018, le Gouvernement colombien ayant demandé au système des Nations Unies de l'aider à faire face à la crise provoquée par le flux migratoire en provenance du Venezuela, le PAM a activé une intervention d'urgence de niveau 2 ciblant 350 000 migrants et membres de communautés hôtes vulnérables pendant huit mois dans les départements de Arauca, La Guajira, Nariño et Norte de Santander.
2. Étant donné que l'on s'attend à l'arrivée d'un nombre croissant de migrants vulnérables, l'appui que le PAM fournit au Gouvernement doit être prolongé jusqu'à la fin de l'année 2019.
  - Selon des estimations récentes du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), près de 3 millions de personnes ont quitté le Venezuela pour migrer dans les pays voisins, un nombre qui devrait atteindre 5 millions d'ici à la fin de 2019. En décembre, plus de 1,1 million de Vénézuéliens étaient en Colombie, outre plus de 300 000 rapatriés colombiens. Le plan d'intervention relatif aux réfugiés et aux migrants repose sur des estimations selon lesquelles plus de 2,2 millions de réfugiés et de migrants en provenance du Venezuela seront en Colombie avant fin 2019, dont 1,1 million auront besoin d'une assistance humanitaire. Malgré l'absence de données ventilées par âge ou par sexe, le pourcentage de femmes et de filles indiqué repose sur des statistiques générales faisant état de 51 pour cent de femmes/filles et 49 pour cent d'hommes/garçons.
  - Les migrants sans documents officiels ni réseaux d'appui choisissent souvent de rester dans les zones frontalières (Arauca, Cesar, La Guajira et Norte de Santander), où la pauvreté et le chômage sont importants. Selon une évaluation conjointe conduite par le PAM, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), près de 60 pour cent des migrants (Vénézuéliens et rapatriés colombiens) résidant dans ces zones consacrent plus de 65 pour cent de leurs revenus à l'alimentation, ce qui signifie qu'ils sont vulnérables face à l'insécurité alimentaire, et plus de 40 pour cent y consacrent plus de 75 pour cent, ce qui indique une vulnérabilité extrême. L'étude a également mis en évidence le fait que ces populations recourent souvent à des stratégies de survie préjudiciables pour subvenir à leurs besoins alimentaires, et notamment réduisent le nombre de repas ainsi que la qualité des aliments et leur quantité.
  - Selon l'évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence menée par le PAM en 2018, 96 pour cent des migrants de passage qui se rendent à pied jusqu'à leur lieu de destination (*caminantes*) sont en situation d'insécurité alimentaire. Selon l'évaluation, les *caminantes* consacrent plus de 75 pour cent de leurs revenus ou de leurs économies à l'alimentation et 70 pour cent d'entre eux réduisent le nombre de repas quotidiens et la taille des repas. La plupart des *caminantes* interrogés considèrent l'assistance alimentaire comme leur principale priorité pour poursuivre leur voyage, suivie par des conditions décentes d'hébergement et de transport.
3. En outre, le Gouvernement colombien a demandé au PAM de poursuivre la mise en œuvre du programme de repas scolaires ciblant les enfants colombiens dans le département de La Guajira, au titre de l'activité 10 du plan stratégique de pays (PSP). C'est pourquoi, le PAM prévoit de continuer à assurer l'achat de produits alimentaires et la fourniture de repas quotidiens à l'intention de plus de 290 établissements d'enseignement.

## **Modifications**

### **Orientation stratégique**

4. Les précédentes révisions du PSP avaient les objectifs suivants: intégrer un programme de repas scolaires pour répondre à la demande présentée par le Gouvernement; accroître le nombre de bénéficiaires pour prévenir la malnutrition; établir le taux de recouvrement des coûts d'appui indirects à 6,5 pour cent à des fins d'harmonisation; accroître le nombre de bénéficiaires au titre des activités 3 et 4; simplifier le budget; et accroître le nombre de bénéficiaires au titre de l'activité 9.
5. La présente révision (la sixième) ne suppose aucune modification de l'orientation stratégique du PSP.

### **Effets directs stratégiques**

6. Cette révision n'entraîne pas de modification des effets directs stratégiques car elle est liée à une augmentation du nombre de bénéficiaires, à une extension de la couverture géographique (conformément aux priorités du Gouvernement et aux besoins recensés dans les analyses) et à une hausse des coûts relatifs aux activités 3, 4 et 10.

### **Transferts et analyse des bénéficiaires**

7. La présente révision du PSP permettra au PAM de fournir une assistance d'urgence à 826 000 personnes vulnérables pendant une année supplémentaire dans les cinq départements de Arauca, La Guajira, Cesar, Nariño et Norte de Santander, situés le long des frontières, ainsi que dans les autres départements enregistrant des concentrations élevées de migrants, jugés prioritaires par le Gouvernement colombien. Ce chiffre est calculé sur la base du nombre de bénéficiaires recevant une assistance, des tendances migratoires actuelles, des profils mensuels et de l'enregistrement et du ciblage des migrants. Outre l'intervention face à la crise migratoire, la révision permet de continuer à fournir une assistance à 137 000 enfants dans le cadre du programme de repas scolaires (activité 10). Les évaluations prévues pour 2019 comprendront des analyses par sexe et par âge afin que l'on dispose d'informations sexospécifiques plus détaillées.
8. Fourniture de repas chauds: le PAM fournira dans des cantines communautaires deux repas cuisinés quotidiens, représentant une valeur de 3 200 pesos colombiens (approximativement un dollar É.-U.) par personne et par jour, à quelque 632 000 migrants, rapatriés et membres de populations hôtes vulnérables ciblés, pendant une durée moyenne de 15 jours selon les besoins des intéressés. Dans les cantines communautaires, l'assistance sera fournie en priorité aux femmes, aux enfants, aux personnes âgées et aux personnes handicapées. Le PAM transfèrera des ressources aux partenaires coopérants qui achèteront les vivres localement.
9. Distribution de bons d'alimentation: le PAM fournira une assistance alimentaire mensuelle non assortie de conditions sous la forme de bons d'une valeur de 96 000 pesos colombiens (approximativement 30 dollars) à 285 000 personnes vulnérables ciblées, pendant une période initiale de trois mois. La période d'assistance est susceptible d'être prolongée en fonction de la vulnérabilité des bénéficiaires. Les ménages dirigés par une femme, les familles comptant des enfants de moins de 5 ans, les personnes âgées et les personnes handicapées seront insérés en priorité dans le programme de bons.
10. Le PAM travaillera avec le Gouvernement pour faire en sorte que son système de protection sociale soit plus réactif face aux chocs et, à cet effet, il expérimentera l'incorporation des migrants, en qualité de bénéficiaires, dans les programmes de transferts de type monétaire. Les transferts seront complétés par des activités de soutien social qui favoriseront l'insertion des migrants et leur autonomie.

11. Appui nutritionnel préventif généralisé en faveur des femmes enceintes et allaitantes et des enfants de moins de 5 ans chez les migrants et les populations hôtes: le PAM fournira une supplémentation alimentaire généralisée à 78 000 femmes enceintes et allaitantes et enfants de moins de 5 ans, qui seront choisis parmi les bénéficiaires du dispositif de bons d'alimentation. L'appui nutritionnel d'une durée de six mois consistera en bons associés à la distribution de micronutriments en poudre visant à permettre l'enrichissement de la nourriture à la maison. Le PAM coordonnera, en collaboration avec les secrétariats de santé locaux et diverses organisations des Nations Unies, la mise en place d'un ensemble complet d'activités, notamment traitements vermifuges, consultations prénatales, supplémentation en fer, promotion de l'allaitement au sein, alimentation d'appoint adaptée, vaccination, évaluations nutritionnelles et campagnes de communication et d'information encourageant la consommation d'aliments sains.
12. Lots alimentaires: le PAM fournira des lots alimentaires à la place des bons à quelques 53 000 migrants et familles rapatriées vulnérables résidant essentiellement dans des zones reculées du département de La Guajira, où les disponibilités alimentaires sont faibles. Ces lots dont la valeur s'élève à 96 000 pesos colombiens (approximativement 30 dollars) seront distribués pendant trois mois sur la base d'une surveillance continue de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence des bénéficiaires ciblés. Les critères de ciblage de base de la vulnérabilité actuellement appliqués dans les dispositifs d'assistance, qu'il s'agisse de distribuer des lots alimentaires ou des bons, donnent la priorité aux femmes et aux femmes seules accompagnées de jeunes enfants.
13. Assistance en faveur des "*migrantes caminantes*": le PAM vise à aider quelque 55 000 migrants de passage, en distribuant des bons-produits à quatre grands points de passage stratégiques situés sur les principales routes migratoires. Les bons d'une valeur de 7 000 pesos colombiens (approximativement 2,16 dollars) pourront être échangés auprès des partenaires coopérants contre un lot alimentaire composé de rations de cinq jours environ. Une autre option offerte aux migrants sera de recevoir des lots alimentaires à chacun des quatre points de distribution placés le long de la route.
14. Repas scolaires: le PAM viendra en aide à 137 000 étudiants colombiens par mois dans le cadre du programme public de repas scolaires (activité 10) et à 15 000 écoliers du primaire "mixtes" (issus d'un mélange de familles résidentes et migrantes/rapatriées) dans les écoles affichant un taux élevé de scolarisation de migrants dans le département de La Guajira (activité 4). À cet effet, il fournira des bons quotidiens d'une valeur de 3 000 pesos colombiens (approximativement un dollar) par écolier pour l'achat des produits alimentaires nécessaires à la préparation des repas scolaires.

### **Partenariats**

15. Le PAM dispose de quatre bureaux auxiliaires situés dans les zones frontalières (trois dans la zone frontalière avec le Venezuela et un à la frontière avec l'Équateur), qui mènent des activités dans le cadre du PSP et notamment fournissent une assistance d'urgence aux migrants dans cinq départements. Les locaux actuels des bureaux de terrain du PAM sont inadaptés et la poursuite voire même l'aggravation de la crise migratoire étant attendue, le PAM se dotera d'installations acceptables sur le long terme. L'outil de gestion des risques de sécurité sera utilisé pour répertorier, analyser et gérer les risques liés à la sûreté et à la sécurité auxquels sont exposés le personnel, les biens, les locaux et les opérations du PAM. Ce type de locaux pourrait être partagé avec d'autres organisations des Nations Unies et des partenaires.

16. Il faudra étoffer les effectifs dans les domaines clés, notamment l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité (ACV), les transferts de type monétaire et la chaîne d'approvisionnement, en vue de procéder à une évaluation des modalités (avec notamment des évaluations de la chaîne d'approvisionnement et des évaluations préliminaires visant l'intégration du dispositif de bons au système public de protection sociale). Le renforcement des capacités du personnel pour faire face aux scénarios d'urgence qui ont été décrits est partiellement pris en compte dans la révision budgétaire et sera appuyé par les capacités régionales/mondiales d'intervention d'urgence en fonction de l'évolution de la situation fluctuante et des besoins d'intervention spécifiques.

#### ***Problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement***

17. Le PAM continuera à travailler avec différents réseaux de détaillants pour étendre son assistance et promouvoir les solutions présentant un meilleur rapport coût-efficacité en ce qui concerne les repas chauds, les bons-valeur et les lots alimentaires. Le PAM examinera les possibilités d'élargir ses partenariats avec les marchands de gros et les détaillants en vue d'accélérer les processus et de venir en aide à un plus grand nombre de personnes.
18. Les options permettant de renforcer et d'étendre les circuits d'approvisionnement et les réseaux de détaillants continueront à être exploitées en fonction de l'évolution des scénarios d'urgence. En outre, une analyse approfondie de la chaîne d'approvisionnement sera réalisée au cours du deuxième trimestre 2019 pour examiner divers modèles opérationnels, en évaluant de bout en bout les circuits d'approvisionnement relatifs aux programmes de fourniture de repas chaud, de distribution de bons-valeur et de supplémentation alimentaire et pour formuler des recommandations visant le renforcement et l'expansion des systèmes et procédures en vigueur. L'évaluation des marchés et des détaillants portera sur les capacités des producteurs, des fournisseurs et des détaillants, et notamment sur les conditions existantes en matière de commerce, achats, transport, entreposage et distribution, les conditions juridiques et le rôle des acteurs de la chaîne d'approvisionnement et leur efficacité au regard de leur coût.
19. Le PAM assurera une surveillance continue des prix pour évaluer la composition et la valeur de l'assortiment alimentaire, contrôler le caractère approprié des produits fournis, détecter les pressions inflationnistes potentielles et, le cas échéant, adopter des mesures d'atténuation.

#### ***Suivi et évaluation***

20. Les informations secondaires relatives au nombre, à la situation géographique et au profil des migrants vénézuéliens et des rapatriés colombiens sont limitées, obsolètes ou inexistantes. Pour combler cette lacune, le PAM renforcera les capacités du bureau de pays en matière de suivi et évaluation et d'ACV et conduira deux évaluations en 2019 qui comporteront notamment des analyses différenciées par sexe et par âge aux fins d'une ventilation plus détaillée au regard de ces deux critères.
21. La participation active des entités publiques spécialisées sera essentielle pour renforcer les capacités au niveau local et mettre en relief l'importance de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
22. À partir du mois de mars, une analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition sera réalisée avec l'aide de l'équipe ACV du bureau régional de Panama, de partenaires humanitaires locaux tels que l'UNICEF, de partenaires spécialisés dans le domaine de la santé, et des pouvoirs publics. Les évaluations permettront de recenser les populations qui sont en situation d'insécurité alimentaire et exposées à la malnutrition, de réduire les erreurs d'exclusion dans les programmes et d'éclairer le ciblage et la conception de l'assistance. Il est prévu que les deux évaluations comportent des analyses différenciées par sexe et par âge.

23. Il est envisagé de mener avant le milieu de l'année 2019 une évaluation des débouchés économiques en collaboration avec les principaux partenaires humanitaires (le Programme des Nations Unies pour le développement [PNUD], le HCR, l'OIM, l'UNICEF, et d'autres) en vue de recenser les possibilités qui s'offrent et de concevoir les programmes relatifs aux moyens d'existence et à la résilience qui semblent les plus adaptés pour faciliter l'insertion socioéconomique.
24. La montée en puissance de la mise en œuvre incitera encore davantage les équipes de terrain à assurer un suivi régulier. Quoi qu'il en soit, la mise en place des processus de suivi nécessaires sera permise par l'augmentation des coûts d'appui directs dévolus au renforcement des capacités dans plusieurs domaines. Il s'agit notamment de recruter du personnel supplémentaire, d'améliorer la collecte des données sur le terrain et d'établir un suivi à distance grâce à des services d'assistance téléphoniques, des messageries instantanées et d'autres canaux de communication.

***Planification de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de scénario d'afflux massif et soudain de migrants***

25. Le PAM s'emploie à renforcer les mesures, systèmes et mécanismes de préparation et d'intervention en cas de crise, en collaboration et en complémentarité avec les principaux partenaires stratégiques dans la perspective éventuelle de l'arrivée soudaine de 500 000 migrants. Certaines des mesures d'urgence prévoient la mise en place des capacités et des structures permettant le développement des centres de réception et d'information situés aux principaux points de franchissement des frontières et points de passage et la montée en puissance immédiate des réseaux de cantines et de détaillants pour la fourniture de repas chauds et la distribution de lots alimentaires achetés sur place ou de bons. Dans le cadre de la préparation du plan d'intervention humanitaire révisé relatif à 2019, il est envisagé de mettre en place une composante interinstitutions de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence.

***Sécurité et autres risques***

26. Les incertitudes concernant les accords de paix de même que la présence de groupes armés non étatiques soulèvent des risques pour la mise en œuvre des activités du PAM et la sécurité de son personnel. La transition gouvernementale et la modification des priorités sont susceptibles d'avoir des répercussions sur les activités menées dans les communautés notamment avec les associations d'anciens membres des Forces armées révolutionnaires de Colombie et leurs communautés. Pour atténuer ces risques, le PAM mènera des consultations approfondies auprès des communautés et renforcera la prise en mains et la conduite locales et communautaires des actions.
27. Des problèmes sécuritaires liés à la présence de groupes armés peuvent se poser dans certaines zones des départements frontaliers (en particulier les départements de Arauca et de Norte de Santander). Il n'y a jamais eu d'attaque directe contre le personnel d'organisations des Nations Unies, mais une présence plus marquée pourrait encourager la conduite d'actions entravant l'accès humanitaire. Un autre risque potentiel est la concurrence éventuelle entre les migrants et les populations hôtes autour d'une assistance humanitaire limitée, de ressources locales restreintes, de possibilités d'emploi/sources de revenus rares et de services publics essentiels peu nombreux, autant d'aspects qui devront être renforcés dans le cadre d'interventions convenablement et soigneusement ciblées. Le PAM a déployé des assistants à la sécurité sur le terrain recrutés sur le plan national expérimentés dans les bureaux auxiliaires situés le long des régions frontalières et il restera en contact étroit avec le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies et l'équipe de pays pour l'action humanitaire afin d'atténuer les risques sécuritaires et d'assurer la sécurité du personnel conformément aux normes minimales de sécurité opérationnelle et aux protocoles de sécurité.

28. L'une des difficultés majeures auxquelles le PAM se heurte lorsqu'il intervient en Colombie tient à la quasi-absence de données sur la population de migrants. En outre, l'enregistrement et le profilage actuels des migrants ne concernent que ceux qui sont entrés dans le pays aux points de franchissement des frontières officiels (soit une proportion variant de 40 à 60 pour cent). Étant donné que l'assistance du PAM repose sur le ciblage géographique des communautés présentant la densité la plus élevée de migrants de toute origine le long des zones frontalières, conformément aux directives et aux priorités du Gouvernement, certaines des populations migrantes les plus vulnérables résidant dans les centres urbains ou dans des municipalités reculées risquent de ne pas être atteintes. Le PAM et des partenaires essentiels tels que la Croix-Rouge nationale et des associations religieuses/associations de la société civile locales étudient la possibilité d'une extension géographique de l'assistance non soumise à condition en particulier en faveur des migrants de passage et se penchent sur les modalités permettant de fournir une assistance soumise à condition sur le long terme pour promouvoir la résilience et appuyer les activités d'insertion socioéconomique en partenariat avec les organisations des Nations Unies, des organisations non gouvernementales internationales et des partenaires du secteur privé.
29. Les partenaires d'exécution locaux du PAM ont souvent peu d'expérience en matière d'opérations d'urgence et assurent des services pour le compte de multiples acteurs humanitaires dans les cinq départements frontaliers. C'est pourquoi, leurs capacités sont relativement limitées. À mesure que le PAM accroît l'ampleur de ses opérations, il s'efforce de trouver de nouveaux partenaires et d'en renforcer les capacités.
30. Le PAM devra s'assurer de disposer de la capacité d'intervention immédiate et des ressources nécessaires pour mettre en œuvre l'intervention d'urgence et il devra également établir des liens stratégiques et opérationnels avec les pouvoirs publics, les principaux partenaires stratégiques, la société civile, le secteur privé et les donateurs afin de disposer de ressources suffisantes.

### Analyse des bénéficiaires

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DIRECTS, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE, PAR ACTIVITÉ ET PAR MODALITÉ								
Effet direct stratégique	Activité	Modalité	Période	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
				(+18 ans)	(+18 ans)	(0-18 ans)	(0-18 ans)	
1	2	Transferts de type monétaire	Nombre actuel	4 000	3 000	-	-	<b>7 000</b>
			Augmentation/réduction	-	-	-	-	-
			Nombre révisé	4 000	3 000	-	-	<b>7 000</b>
2	3	Produits alimentaires	Nombre actuel	35 000	34 000	-	-	<b>69 000</b>
			Augmentation/réduction	-	-	-	-	-
			Nombre révisé	35 000	34 000	-	-	<b>69 000</b>
	Transferts de type monétaire	Nombre actuel	209 240	200 760	-	-	<b>410 000</b>	
		Augmentation/réduction	413 513	397 296	-	-	<b>810 809</b>	
		Nombre révisé	622 753	598 056	-	-	<b>1 220 809</b>	

**TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DIRECTS, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE,  
PAR ACTIVITÉ ET PAR MODALITÉ**

Effet direct stratégique	Activité	Modalité	Période	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
				(+18 ans)	(+18 ans)	(0-18 ans)	(0-18 ans)	
	4	Produits alimentaires	Nombre actuel	8 000	7 000	-	-	<b>15 000</b>
			Augmentation/réduction	-	-	-	-	-
			Nombre révisé total	8 000	7 000	-	-	<b>15 000</b>
		Transferts de type monétaire	Nombre actuel	41 700	41 300	-	-	<b>83 000</b>
			Augmentation/réduction	7 650	7 350	-	-	<b>15 000</b>
			Nombre révisé total	49 350	48 650	-	-	<b>98 000</b>
3	5	Produits alimentaires	Nombre actuel	22 000	21 000	-	-	<b>43 000</b>
			Augmentation/réduction	-	-	-	-	-
			Nombre révisé total	22 000	21 000	-	-	<b>43 000</b>
		Transferts de type monétaire	Nombre actuel	4 500	4 500	-	-	<b>9 000</b>
			Augmentation/réduction	-	-	-	-	-
			Nombre révisé total	4 500	4 500	-	-	<b>9 000</b>
	6	Produits alimentaires	Nombre actuel	125 000	113 000	-	-	<b>238 000</b>
			Augmentation/réduction	-	-	-	-	-
			Nombre révisé	125 000	113 000	-	-	<b>238 000</b>
	10	Produits alimentaires	Nombre actuel	-	-	129 500	129 500	<b>259 000</b>
			Augmentation/réduction	-	-	-	-	-
			Nombre révisé	-	-	129 500	129 500	<b>259 000</b>
		Transferts de type monétaire	Nombre actuel	-	-	-	-	-
			Augmentation/réduction	-	-	70 100	67 351	<b>137 451</b>
			Nombre révisé	-	-	70 100	67 351	<b>137 451</b>



**TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DIRECTS, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE, PAR ACTIVITÉ ET PAR MODALITÉ**

Effet direct stratégique	Activité	Modalité	Période	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
				(+18 ans)	(+18 ans)	(0-18 ans)	(0-18 ans)	
5	9	Produits alimentaires	Nombre actuel	4 000	4 000	-	-	<b>8 000</b>
			Augmentation/réduction	-	-	-	-	-
			Nombre révisé total	4 000	4 000	-	-	<b>8 000</b>
		Transferts de type monétaire	Nombre actuel	28 160	25 840	-	-	<b>54 000</b>
			Augmentation/réduction	-	-	-	-	-
			Nombre révisé total	28 160	25 840	-	-	<b>54 000</b>
<b>Total</b> (sans chevauchement)		<b>Nombre actuel</b>	481 600	454 400	129 500	129 500	<b>1 195 000</b>	
		<b>Augmentation/réduction</b>	421 163	404 646	70 100	67 351	<b>963 260</b>	
		<b>Nombre révisé</b>	<b>902 763</b>	<b>859 046</b>	<b>129 500</b>	<b>129 500</b>	<b>2 158 260</b>	

### Transferts

**TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE (grammes/personne/jour) OU VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour), PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ**

Effet direct stratégique	2				2 et 3
Activité	3				4 et 10
Type de bénéficiaire	Migrants vénézuéliens, rapatriés colombiens et migrants de passage - cantines communautaires	Migrants vénézuéliens, rapatriés colombiens et membres de communautés hôtes vulnérables - bons-valeur	Femmes enceintes et allaitantes et enfants <5 ans vulnérables chez les migrants vénézuéliens, les rapatriés colombiens et les communautés hôtes ciblés - bons-produits	Migrants vénézuéliens en cours d'installation ou de passage (Caminantes) résidant dans des zones très reculées - lots alimentaires	Écoliers migrants issus de familles "mixtes" dans le département de La Guajira
Modalité	Bons-produits	Bons-valeur	Bons-produits	Bons-produits	Bons-produits
Céréales	-	-	-	-	-
Légumes secs	-	-	-	-	-
Huile	-	-	-	-	-
Sel	-	-	-	-	-
Sucre	-	-	-	-	-
SuperCereal	-	-	-	-	-
SuperCereal Plus	-	-	-	-	-
Micronutriments en poudre	-	-	-	-	-
Total kcal/jour	2 080	2 080	2 080	2 080	1 000
% kcal d'origine protéique	10,5	10,5	12	10,5	13

TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE ( <i>grammes/personne/jour</i> ) OU VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ( <i>dollars/personne/jour</i> ), PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ					
Effet direct stratégique	2				2 et 3
Activité	3				4 et 10
Type de bénéficiaire	Migrants vénézuéliens, rapatriés colombiens et migrants de passage - cantines communautaires	Migrants vénézuéliens, rapatriés colombiens et membres de communautés hôtes vulnérables - bons-valeur	Femmes enceintes et allaitantes et enfants <5 ans vulnérables chez les migrants vénézuéliens, les rapatriés colombiens et les communautés hôtes ciblés - bons-produits	Migrants vénézuéliens en cours d'installation ou de passage ( <i>Caminantes</i> ) résidant dans des zones très reculées - lots alimentaires	Écoliers migrants issus de familles "mixtes" dans le département de La Guajira
Transferts de type monétaire ( <i>dollars/personne/jour</i> )	1	1	1,36	0,46	1
Nombre de jours d'alimentation par an	30	90	90	90	180

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR						
Type de produits alimentaires/transferts de type monétaire	Budget actuel		Augmentation/réduction		Budget révisé	
	Total ( <i>en tonnes</i> )	Total ( <i>en dollars</i> )	Total ( <i>en tonnes</i> )	Total ( <i>en dollars</i> )	Total ( <i>en tonnes</i> )	Total ( <i>en dollars</i> )
Céréales	6 684	3 592 923	-	-	6 684	3 592 923
Légumes secs	2 286	2 507 138	-	-	2 286	2 507 138
Huile et matières grasses	1 131	1 427 111	-	-	1 131	1 427 111
Aliments composés et mélanges	69	259 485	-	-	69	259 485
Autres	4 467	4 264 355	-	-	4 467	4 264 355
<b>Total (produits alimentaires)</b>	<b>14 637</b>	<b>12 051 010</b>	-	-	<b>14 637</b>	<b>12 051 010</b>
Transferts de type monétaire et bons-produits		63 677 432		62 860 430		126 537 863
<b>Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)</b>	<b>14 637</b>	<b>75 728 443</b>	-	<b>62 860 430</b>	<b>14 637</b>	<b>138 588 873</b>

## Ventilation des coûts

Résultats stratégiques du PAM	Résultat stratégique 1	Résultat stratégique 2	Résultat stratégique 3	Résultat stratégique 4	Résultat stratégique 5	Total
<b>Effets directs stratégiques du PAM</b>	<b>Effet direct stratégique 2</b>	<b>Effet direct stratégique 3</b>	<b>Effet direct stratégique 4</b>	<b>Effet direct stratégique 5</b>	<b>Effet direct stratégique 1</b>	
Transferts	64 028 614	14 422 300	0	0	0	<b>78 450 914</b>
Mise en œuvre	4 432 834	1 495 239	0	0	0	<b>5 928 073</b>
Coûts d'appui directs ajustés						<b>3 229 577</b>
<b>Total partiel</b>						<b>87 608 564</b>
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)						<b>5 694 557</b>
<b>Total</b>						<b>93 303 121</b>

Résultats stratégiques du PAM	Résultat stratégique 1	Résultat stratégique 2	Résultat stratégique 3	Résultat stratégique 4	Résultat stratégique 5	Total
<b>Effets directs stratégiques du PAM</b>	<b>Effet direct stratégique 2</b>	<b>Effet direct stratégique 3</b>	<b>Effet direct stratégique 4</b>	<b>Effet direct stratégique 5</b>	<b>Effet direct stratégique 1</b>	
<b>Domaine d'action privilégié</b>	<b>Intervention face à une crise</b>	<b>Causes profondes</b>	<b>Renforcement de la résilience</b>	<b>Renforcement de la résilience</b>	<b>Causes profondes</b>	
Transferts	122 792 141	38 735 529	3 553 535	9 901 503	23 387 519	<b>198 370 227</b>
Mise en œuvre	12 361 398	6 659 624	1 404 843	1 846 125	2 446 634	<b>24 718 624</b>
Coûts d'appui directs ajustés	7 629 679	3 391 346	547 192	1 256 273	2 982 777	<b>15 807 268</b>
<b>Total partiel</b>	<b>142 783 218</b>	<b>48 786 500</b>	<b>5 505 570</b>	<b>13 003 901</b>	<b>28 816 930</b>	<b>238 896 119</b>
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	9 319 411	3 220 458	362 968	853 873	1 890 359	<b>15 647 068</b>
<b>Total</b>	<b>152 102 629</b>	<b>52 006 957</b>	<b>5 868 538</b>	<b>13 857 774</b>	<b>30 707 288</b>	<b>254 543 187</b>